

Alioune Tine secrétaire général de la Raddho "Il faut que le Président de la République redevienne le gardien des institutions de la République"

www.observateur.sn

☺ *mardi 22 août 2006*

Présent sur tous les fronts, il n'y a pas meilleur interlocuteur qu'Alioune Tine, pour discuter de la situation qui prévaut au Sénégal, tant sur la crise casamançaise, que sur l'échiquier politique, en passant par la crise qui secoue la justice, les médias et surtout la Rts. Entretien. Où en êtes-vous avec le pacte républicain ?

Depuis Saly, on a fait beaucoup de chemin. Nous avons donné la parole aux parlementaires, aux femmes qui travaillent sur le genre et aux jeunes. Nous préparons un séminaire spécial, qui va se dérouler à Kolda. c'est pour donner la parole au monde rural. Ce séminaire se fera en langue nationale, et les documents traduits en langue nationale, pour ensuite mettre, le contenu des textes, à la disposition du monde rural. Nous allons le faire avec le Cncr.



Les choses marchent bien alors !

Depuis que nous avons vu le président de la République, vous savez, ça n'a pas été facile au début, mais quand le Président a écouté sept interventions des membres du pacte républicain, il a été convaincu, que le comité de suivi peut faire un travail de facilitation. Wade pense que ce comité devait être un comité permanent, pour travailler sur des problèmes de conflits en dehors du Sénégal. Après le président de la République, nous avons rencontré les leaders de l'opposition. Amath Dansokho, Moustapha Niasse, Tanor Dieng et Abdourahim Agne. A la veille de la rencontre avec Wade nous avons reçu les plénipotentiaires de la Cpa. globalement nous pouvons dire qu'il y a un consensus sur le dialogue politique national. L'opposition travaille avec ses plénipotentiaires sur l'agenda, sur le format, et également sur les contenus qu'ils vont proposer au pouvoir. Nous estimons qu'actuellement il faut un bon dialogue national entre les hommes politiques, un dialogue sincère, qui aboutit à des résultats concrets sur la manière dont il faut conduire les élections d'ici aux mois à venir. Pour le reste du temps, la gestion du processus électoral doit être assumée de façon consensuelle, par l'ensemble des acteurs. De façon à ce que les résultats soient acceptés par tous, qu'on aille vers une situation qui soit même meilleure qu'en 2.000, on n'en attend pas moins.

Est-ce que la gestion du dossier des Dias facilite le dialogue politique ?

Nous avons condamné sans réserve les propos tenus par Dias, après les avoir écoutés et écouté tous les acteurs, y compris le directeur général de la sûreté nationale. Nous avons été chez Dias, et avons été des témoins oculaires des violences policières. Nous avons écouté son épouse et condamné la violence policière. Tout le monde connaît le tempérament de Dias. Dias a été le directeur de publication du journal Sopi, qu'est ce que Dias n'a pas écrit pendant cette période. Avec Dias également en tant qu'homme politique, on a connu ses excès du temps où il était au Pds, durant ces années de plomb. Si Dias tient les mêmes propos, les gens qui le connaissent et connaissent la situation, savent que Dias n'a pas fondamentalement changé. Mais cette fois-ci Dias a eu le courage de présenter ses excuses, de retirer ce qu'il avait dit. Ca suffit pour tourner la page, et accorder le pardon à Dias. Il est malade et ça ne vaut pas le coût. Nous sommes dans une situation où il faut créer un environnement propice au dialogue. Je sais que le Pr Iba Der Thiam est fondamentalement pour le dialogue politique, car nous avons rencontré la Cap 21. Quand on dit qu'il faut accorder le pardon, c'est pour œuvrer en faveur d'un environnement politique apaisé. Cela dit, concernant l'enquête sur sa

nationalité, elle était inopportune, dangereuse, et elle prend le contre-pieds de toutes les professions de foi africanistes du président de la République, de l'histoire de l'union africaine, dans laquelle on travaille pour la citoyenneté africaine. Elle prend le contre-pieds de la Cedeao, qui cherche à abolir les frontières. Enquêter sur la nationalité de Dias, qui est un ancien ministre, qui a été désigné en 1991 par le président Abdoulaye Wade, est une lamentable régression. Il faut tourner cette page de la nationalité de Dias.

Quelle est votre position sur l'immixtion de la justice sur le champ politique ?

Aujourd'hui avec l'immixtion de l'exécutif dans les questions de la justice on a franchi un seuil critique. Au Sénégal, nous avons un pouvoir judiciaire qui pose problème. On peut se demander quelle est la source de la légitimité de ce pouvoir. Les constitutionnalistes français eux-mêmes parlent d'autorité judiciaire, parce qu'en réalité leur pouvoir n'émane pas du peuple car ce n'est pas le peuple qui leur a accordé ce pouvoir. C'est l'exécutif qui leur a accordé ce pouvoir. L'autre contradiction c'est que ce pouvoir est structurellement dépendant. Les liens, qui existent entre le ministre de la justice et le procureur sont des liens totalement archaïques. C'est un des problèmes de la justice. Il y a aussi la dépendance organique du Conseil supérieur de la magistrature. De façon écrasante, c'est le pouvoir exécutif, qui domine, donc il gère la carrière des magistrats. Il intervient aussi dans le domaine des sanctions. Ce ne sont pas non plus les magistrats qui détiennent le pouvoir à l'intérieur de ce conseil, or son travail est important. Il y a aussi le problème des juges intérimaires. La constitution reconnaît que les juges sont inamovibles. Mais quand on est juge intérimaire, on peut être affecté n'importe où. Cela remet en question les principes fondamentaux de l'Etat de droit. Il est important que les juges soient inamovibles et indépendants. Il y a aussi le problème des moyens humains, des moyens matériels, et la question de la modernisation de la justice. Il suffit de voir comment les archives sont rangées. Ça pose problème. Il y a aussi l'application de certaines décisions de justice. Il y a des problèmes à ce niveau, surtout quand ça s'applique à l'Etat. Beaucoup de travailleurs en ont souffert, comme les travailleurs de la Sias...

Où se trouve le mal alors ?

Le mal, c'est qu'il faut une réforme profonde de la justice. Il y a le Conseil constitutionnel. Quand il y a un contentieux électoral, il doit pouvoir être vidé au Conseil constitutionnel. Or le Conseil constitutionnel a complètement franchi le seuil de l'incompétence. Même sur les traités concernant la loi Ezzan, le Conseil constitutionnel s'est déclaré incompétent. Il faut une réforme et aller vers la création d'un Cour constitutionnelle. Etendre les compétences du Conseil constitutionnel, renforcer ses pouvoirs. Le problème qu'on a avec le type de présidentielisme en Afrique, c'est que le président est tellement fort et ses compétences tellement étendues, qu'il intervient dans tout. Ce n'est pas bon pour l'équilibre des institutions africaines. Il faut réfléchir sur la présidence en Afrique, qui est une institution qui génère la conflictualité en Afrique. Il est aussi la principale institution qui génère la conflictualité pendant les élections, un peu partout. Il faut qu'on la réforme, qu'on la démocratise. Il faut en faire une instance arbitrale une instance de régulation. Il faut que le président de la République redevienne le gardien des Institutions de la République.

Est-ce que c'est le seul mal au Sénégal ?

Non, on a des problèmes aussi bien dans la justice que dans la presse. Surtout ceux qu'on a avec la télévision sénégalaise. C'est lamentable. C'est vraiment la télévision de Papa Senghor. On est retourné dans le noir et blanc. Du point de vue de l'écart qui existe entre le développement de la démocratie, l'attente du public et ce que nous sert la Rts. c'est une télévision de parti unique. Le conseil que je donne au ministre de l'information et de la communication, Bacar Dia, c'est de revoir ces émissions de vendredi, de revoir les choix. Ce sont des débats au raz des pâquerettes. Ce sont des gens du même groupe, du même parti qui viennent chanter tout le temps les louanges du Président Abdoulaye Wade souvent sans

cohérence, sans efficacité. La Rts n'est plus regardée parce que les gens zappent. Il faut un débat de fond sur comment réformer la télévision sénégalaise, sur comment mettre en place un organe de régulation efficace des médias de façon globale, et sur comment mettre en place des organes d'autorégulation à l'intérieur des rédactions, et aller lentement vers un nouveau Sénégal.

Qu'entendez-vous par nouveau Sénégal ?

L'ancien ministre Thierno Bâ a dit que le Sénégal est en train de donner naissance à un nouveau-né. Je dis qu'il est en train de faire une mue, de perdre sa vieille peau. Il faut maintenant négocier là où on va. Nous sommes dans une fin de cycle politique depuis 2000. Il y a eu le cycle de la consolidation avec un Président qui émanait d'une minorité : Senghor. Léopold était issu de la minorité catholique. Il y a eu ensuite le cycle de la démocratie avec Abdou Diouf. C'est un cycle complet. Avec l'ouverture globale, qui part avec l'alternance démocratique. Après la mise en place d'un mécanisme qui a permis son départ dans la transparence. On a bouclé le cycle de la démocratie. Maintenant c'est le cycle du renforcement des institutions et de la République. La raison d'être du pacte républicain c'est comment négocier ce cycle. il faut le négocier par le dialogue, par un débat démocratique ouvert et tolérant, pour que, les Sénégalais sachent où on va. C'est une fin de cycle aussi du point de vue générationnel. C'est parce qu'il y a aujourd'hui un écart entre la culture de la nouvelle génération et celle de l'ancienne génération qu'il y a beaucoup d'incompréhensions et de confusions. Nous avons besoin, entre générations, de nous asseoir et d'essayer d'avoir la même vision : du vivre ensemble. C'est ce qui explique les petits problèmes que nous avons tous les mois, des problèmes sans contenu, transformés en problèmes d'Etat. C'est parce que quelque part il y a quelque chose qui ne fonctionne pas et c'est récurrent. Il faut qu'on s'assoie, qu'on s'explique pour aller vers le nouveau Sénégal.

Que pensez-vous aujourd'hui de la reprise des hostilités en Casamance ?

C'est un véritable recul . On était dans la phase de la reconstruction, la phase de la consolidation de la paix. Il fallait désarmer et déminer. Il faut que les réfugiés reviennent habiter chez eux. Aujourd'hui, on constate qu'il y a des villages qui se vident. Les gens sont partis après avoir cultivé et obtenu de bons champs avec les pluies abondantes. Ils abandonnent les champs pour repartir. Les mines reviennent depuis qu'il y a eu le conflit entre Salif Sadio et ses ex-amis : César Badiane et Magne Diémé. C'est aussi le cas lorsqu'il y a eu une sous-traitance du conflit avec l'intervention de l'armée Bissau Guinéenne avec Tagmé na wé. Les mines sont revenus, parce que quand les gens sont faibles, ils posent des mines. C'est un véritable recul de la phase de consolidation de la paix et de reconstruction. Je reviens de Ziguinchor, mais il n'y a jamais eu un tel déploiement de l'armée en Casamance. Nous sommes indignés par cette espèce de guerre qui recommence en Casamance. C'est un échec. Car le 30 décembre 2004, le président a pu rassembler devant la gouvernance du Sénégal toutes les forces de la Nation : la société civile, l'Assemblée nationale, toutes les institutions, l'opposition et le pouvoir. Tout le monde a assisté à une séance de signature d'accords entre le Mfdc et le gouvernement du Sénégal. On pensait qu'il y aurait un suivi, mais il n'y a pas eu de suivi. L'impression est très nette que l'Etat cherche coûte que coûte la reddition du Mfdc. il est évident que l'Etat a travaillé à affaiblir le Mfdc. Aujourd'hui si Diamacoune ou l'aile politique n'a plus de prise sur le maquis, ça veut dire que le Mfdc est moribond. Il est presque mort. C'est cette faiblesse qui devait amener l'Etat à encore négocier. Parce que Salif Sadio est totalement isolé dans la situation actuelle, isolé par les maquisards. Tout le monde se demande ce que veut Salif Sadio ? Il ne veut ni la guerre, ni la paix, et il n'a pas les ambitions d'aboutir à l'indépendance de la Casamance par les armes. D'après certaines informations que j'ai eues, Salif Sadio avait peur et était prêt à venir discuter. En réalité, s'il est acculé, c'est qu'il y a eu un prétexte qui a permis de l'acculer et de le liquider. Mais ce n'est pas facile la guérilla. Cette volonté de vouloir ratisser, liquider, éliminer, me

pousse à me demander si c'est efficace. Est-ce que ça va effectivement aboutir aux objectifs escomptés ? Parce qu'avec le départ des gens et la psychose qui s'est installée, le conflit est revenu et c'est très dommage.